ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 7 mars 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat", a donné le 12 juin 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e maart 1974 door de Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel", heeft de 12e juni 1974 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Pour les raisons exposées dans l'avis donné sur le projet L. 12.013 (observation préalable B), le Conseil d'Etat propose de reprendre dans le préambule du présent projet les considérants suivants :

"Considérant que le concours ets, jusqu'à présent, le seul mode de recrutement des agents de l'Etat établi par le statut; que si le concours doit rester le procédé utilisé en règle générale, il y a lieu d'admettre, en certains cas, le procédé de l'examen, en vue de simplifier l'organisation des épreuves et de hâter l'entrée en service des agents;

Considérant qu'il est souhaitable d'assouplir les règles applicables aux épreuves de recrutement et de déterminer, pour celles-ci, plusieurs modes divers d'aménagement, en laissant au Secrétaire permanent au recrutement le soin de choisir celui qui est le mieux adapté aux besoins.

Considérant qu'en vue d'organiser de manière plus rationnelle les procédures de recrutement et de réduire leur durée, il est utile de faire établir une liste permanente des candidatures;

Considérant qu'en cas de pénurie de candidats, il y a lieu d'admettre aux épreuves les étudiants qui accomplissent la dernière des années d'études requises pour qu'ils obtiennent le diplôme ou certificat d'études exigé; que toutefois, pour ne pas entraver les procédures de recrutement, ces candidats ne pourront faire valoir

.../...

le bénéfice de leur classement parmi les lauréats qu'à partir du jour où ils auront produit leur diplôme ou certificat d'études;

Considérant qu'en vue d'alléger les tâches du Secrétaire permanent au recrutement et d'éviter aux intéressés des frais inutiles, il y a lieu, pour la plupart des conditions d'admissibilité requises des candidats, de n'en imposer la vérification qu'après le déroulement des épreuves et pour les seuls lauréats;".

*

Article 1er du projet.

Le nouveau texte de l'article 1er de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 crée une commission dénommée "commission de concertation". Cette dénomination n'indique d'aucune façon la compétence de cette commission, alors que la dénomination actuelle "commission de la sélection" indique que celle-ci s'occupe des épreuves de recrutement et d'avancement des agents. Si le Gouvernement entend mettre l'accent sur l'élément de concertation - ce qui ne résultera que de la composition de la commission qui n'est pas encore réglée - la dénomination suivante pourrait être adoptée "Commission de concertation relative aux examens et concours".

Il serait préférable que l'article 1er de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 soit maintenu dans le chaptre 1er. Si l'on veut faire ressortir que la compétence de la commission n'est pas limitée aux programmes des épreuves,

.../...

l'intitulé du chapitre 1er pourrait être modifié comme suit : "De la commission de concertation relative aux examens et concours et de la fixation des programmes".

Les mots "ces propositions donnent lieu à concertation" qui figurent à l'alinéa 3 du nouvel article 1er devraient être précisés.

A défaut de précisions concernant la portée du mot "concertation", on ne voit pas en quoi cette commission se différencie, quant à son fonctionnement, de la délibération entre les membres des autres commissions consultatives.

Le texte ne précise pas quelle est la composition de la commission, ni son mode de fonctionnement.

En l'absence de la fixation de la composition de la commission, on ne voit pas quel critère a été choisi pour déterminer que la réunion de la commission devrait se faire à la demande d'au moins trois de ses membres.

Il y aurait donc lieu d'omettre le dernier alinéa de l'article 1er nouveau, cette question devant être réglée par l'arrêté royal qui déterminera la composition et le fonctionnement de la commission.

Par ailleurs, il convient de faire figurer dans l'arrêté royal du 17 september 1969 la règle énoncée à l'article 20 du projet selon laquelle c'est le Roi qui arrête la composition de la commission.

Sous les réserves qui précèdent, le Conseil d'Etat propose les textes suivants :

.../...

"Article 1er.-

L'intitulé du chapitre 1er du titre 1er de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat est remplacé par le suivant : "De la commission de concertation relative aux examens et concours et de la fixation des programmes".

Article 2.-

L'article 1er de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 précité est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er. Il est créé, sous la présidence du Secrétaire permanent au recrutement ou de son délégué, une commission de concertation relative aux examens et concours. La composition et le fonctionnement de cette commission sont déterminés par Nous.

Le Secrétaire permanent au recrutement informe la commission de la façon dont se déroulent les recrutements et les examens de carrière. Il fournit, en outre, à la commission les renseignements complémentaires que celle-ci lui demande concernant soit les recrutements, soit l'organisation des concours et des examens.

Chaque membre de la commission peut soumettre à celle-ci des propositions concernant l'organisation des concours et des examens. Ces propositions font l'objet d'une concertation entre les membres de la commission qui émet à leur sujet un avis motivé".

.../...

Article 3 nouveau proposé par le Conseil d'Etat.

Il est proposé de reprendre dans un article nouveau rédigé de la façon suivante, la disposition de l'article 17, alinéa 2, du projet :

"Article 3.-

Dans l'intitulé du chapitre II du titre 1er du même arrêté, les mots "concours de recrutement" sont remplacés par les mots "concours et examens de recrutement".

Article 2 du projet (devenant l'article 4).

Le projet charge le Secrétaire permanent au recrutement de fixer les programmes des examens et des concours. Il lui délègue ainsi un pouvoir de nature réglementaire. Si l'on peut admettre que le Roi délègue au Ministre le pouvoir de fixer des règles qui viennent compléter celles qu'Il fixe lui-même, on ne peut pas admettre qu'une telle délégation soit faite à un fonctionnaire, sauf s'il s'agissait d'un pouvoir réglementaire portant sur des mesures de détail dans une matière limitée.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'attribution au Secrétaire permanent au recrutemant du pouvoir de fixer le programme de tous les examens et concours ne se concilie pas avec les règles de notre droit public. Il propose, en conséquence, le texte ci-après qui détermine le niveau général des programmes des examens et des concours et charge le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions d'arrêter ces programmes, après avoir pris l'avis du Secrétaire permanent au recrutement.

.../...

En outre, le Conseil d'Etat observe que si le Gouvernement déléguait au Secrétaire permanent le pouvoir de déterminer les programmes de tous les concours et examens, les arrêtés que celui-ci prendrait ne pourraient pas être considérés comme des dispositions limitées prises en application d'un statut préalablement établi et qui, à ce titre, ne devraient pas être soumis à l'avis des comités de consultation syndicale (arrêt LAURENS, n° 4004, du 18 janvier 1955). Ces arrêtés devraient, en raison de leur caractère de généralité, être soumis à la consultation syndicale prescrite par l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juin 1955. L'existence de la commission de concertation prévue par le projet ne dispense pas, en effet, de l'obligation de demander l'avis du comité de consultation syndicale.

"Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Les programmes des concours et des examens de recrutement, des concours d'accession au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade sont établis par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, sur avis du Secrétaire permanent au recrutement. Ces programmes doivent permettre de vérifier si la formation des candidats correspond au niveau du grade à conférer

.../...

en tenant compte de la fonction qui est exercée par les titulaires de ce grade. Le niveau du programme de l'examen ou du concours donnant accès à un grade est déterminé par la formation qui est attestée par les diplômes ou certificats d'études, lorsque de tels documents sont exigés pour le recrutement à ce grade.

Pour un même grade, le programme du concours ou de l'examen de recrutement et le programme du concours d'accession au niveau supérieur peuvent être différents".

Article 3 du projet (devenant l'article 5).

Le nouveau texte prévu par le projet, pour remplacer l'article 3 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, apporte une modification supplémentaire à l'article 21 actuel du statut des agents de l'Etat. En tenant compte de l'observation faite dans l'avis donné sur le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat (avis L. 12.013/2 - observations sur l'article 4), il est proposé d'omettre du présent projet la disposition qui remplace l'article 3 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969.

*

Le second alinéa de l'article 4 nouveau en projet appelle une observation. Il ne se conçoit pas que le procès-verbal des opérations d'un examen ou d'un concours soit soumis à l'accord du Secrétaire permanent au recrutement, lorsque celui-ci n'a pas participé personnellement

.../...

aux diverses opérations auxquelles donne lieu le concours ou l'examen. Le seul accord ou la seule approbation auquel un procès-verbal peut être soumis lorsqu'il relate des actes accomplis par un collège, c'est l'approbation ou l'accord des membres de ce collège. On peut, toutefois, concevoir que le Secrétaire permanent au recrutement qui a pour mission de veiller à la régularité des examens et concours soit chargé d'examiner les procès-verbaux de ces épreuves avant leur transmission à l'autorité qui est compétente pour nommer afin de vérifier, grâce aux procès-verbaux, si ces épreuves se sont déroulées régulièrement.

Compte tenu de cette observation, la rédaction suivante est proposée pour le nouvel article 4 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 :

"Article 4.-

Le Secrétaire permanent ou le fonctionnaire auquel il a délégué son pouvoir :

1° désigne les membres du jury;

2° décide si un appel public et propre à l'épreuve sera adressé, en vertu de l'article 25, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, ... (la suite comme au projet);

3° fixe ... (la suite comme au projet);

4° arrête... (la suite comme au projet);

5° établit ... (la suite comme au projet).

Lorsque le Secrétaire permanent au recrutement a délégué son pouvoir en la matière, la désignation des membres du jury est soumise à son accord. Dans ce cas,

.../...

le procès-verbal est visé par le Secrétaire permanent au recrutement pour vérification de la régularité du concours ou de l'examen".

Articles nouveaux proposés par le Conseil d'Etat.

Il est proposé d'insérer trois articles nouveaux reprenant respectivement des dispositions figurant aux articles 19 et 17 du projet et rédigés comme suit :

"Article 6.-

L'article 6 du même arrêté est abrogé.

Article 7.-

Dans l'intitulé du chapitre III du titre 1er du même arrêté, les mots "concours de recrutement" sont remplacés par les mots "concours et examens de recrutement".

Article 8.-

Dans l'article 7 du même arrêté, les mots "concours de recrutement" sont remplacés par les mots "concours et examens de recrutement".

Article 4 du projet.

Le second alinéa du nouvel article 8 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 apporte une modification supplémentaire à l'article 42, § 2, du statut tel qu'il résultera du projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat (L. 12.013/2). En tenant compte de l'observation

.../...

faite dans l'avis donné sur ce projet (avis L. 12.013/2 - observation sur l'article 10), il est proposé d'omettre l'article 4 du présent projet.

Article 5 du projet (devenant l'article 9).

En cumulant les dispositions de l'article 5 avec celles des articles 17 et 18 du projet, il est proposé de rédiger comme suit l'article 9 :

"Article 9.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 9 du même arrêté :

1° les mots "concours de recrutement" sont remplacés par les mots "concours et examens de recrutement";

2° dans le texte néerlandais, aux 2° a) et 3° a) le mot "ambtenaar" est remplacé par le mot "ambtenaar van niveau 1";

3° il est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit : texte du projet dans lequel le mot "examen" devrait être remplacé par les mots "concours ou d'un examen".

Article nouveau proposé par le Conseil d'Etat.

Il est proposé d'insérer dans le projet un article nouveau reprenant une disposition de l'article 18 du projet et rédigé de la façon suivante :

.../...

"Article 10.-

Dans le texte néerlandais de l'article 10 du même arrêté, le mot "ambtenaren" est remplacé par les mots "ambtenaren van niveau 1".

Article 6 du projet (devenant l'article 11).

Pas d'observation.

Article 7 du projet (devenant l'article 12).

Pas d'observation.

Article 8 du projet (devenant l'article 13).

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, en disposant que les diverses opérations des épreuves seront réparties entre les membres du jury et que "toute section ainsi composée" pourra délibérer valablement si, outre le président, au moins la moitié des assesseurs est présente, l'intention du Gouvernement serait de prévoir que les candidats seront appréciés définitivement, pour chaque partie des épreuves, par une section du jury, ce dernier ne devant plus être réuni que si son président le décide. Cette intention serait également de prévoir que ces sections pourront éventuellement être composées du président et d'un seul assesseur ou tout au moins qu'elles pourront délibérer valablement en présence du président et d'un seul assesseur.

.../...

Si telles sont les intentions du Gouvernement, les mesures projetées, qui devraient être précisées dans le texte, auraient pour conséquence que les jurys prévus aux articles 7 à 12 seraient des institutions purement formelles, sauf dans le cas où leur président déciderait de les réunir, puisque le résultat des épreuves et ce classement des candidats seraient établis sur la base mathématique des résultats des épreuves partielles.

Le système envisagé modifierait l'institution du jury en lui enlevant une de ses attributions essentielles qui consiste, après que les candidats ont subi les épreuves, à procéder au cours d'une délibération plénière à l'appréciation synthétique des mérites des intéressés en vue de leur classement.

Etant donné que le président n'est pas nécessairement apte à juger toutes les matières traitées par les jurys qu'il préside, la disposition suivant laquelle une partie des jurys pourrait délibérer valablement et éliminer définitivement certains candidats en présence du président et d'un seul assesseur, serait incompatible avec la notion même d'un jury qui implique une appréciation collégiale des candidats. Il y a lieu d'observer à cet égard que le principe de collégialité est un des éléments qui garantit l'impartialité des concours et qui justifie l'institution des jurys.

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"Article 13bis.-

Le président du jury répartit les diverses opérations des épreuves entre les membres du jury, en tenant compte des compétences particulières de ceux-ci.

Lorsqu'il s'agit d'épreuves éliminatoires, il désigne au moins deux membres du jury pour en connaître. Ces épreuves donnent lieu à une délibération. Celle-ci n'est valable que si y sont présents, le président et au moins deux des assesseurs.

Le jury se réunit en séance plénière pour délibérer sur l'ensemble des épreuves. Il ne peut délibérer valablement qu'en présence de son président et d'au moins la moitié de ses membres".

Article 9 du projet (devenant l'article 14).

En tenant compte des observations qui seront faites ci-après, le Conseil d'Etat propose de ne pas diviser en plusieurs chapitres le titre II de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 et propose, en conséquence, la rédaction suivante :

"Article 14.-

L'intitulé du titre II du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : "Titre II. Des modes de recrutement".

.../...

Article 10 du projet (devenant l'article 15).

Pas d'observation.

Article 11 du projet (devenant les articles 16 et 17).

Il est proposé de scinder cette disposition en deux articles, l'un insérant dans l'arrêté royal du 17 septembre 1969 un article 14bis, et l'autre insérant dans cet arrêté royal un article 14ter.

Le texte suivant est proposé :

"Article 16.-

Il est inséré dans le même arrêté un article 14bis rédigé comme suit :

"Article 14bis.- (le premier alinéa comme au projet; une proposition sera formulée ci-après pour le deuxième alinéa)".

Si, en vertu de l'article 25, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, il est procédé à un appel public, propre à l'épreuve, cet appel mentionne le nombre de concours et la période pendant laquelle ils sont organisés.

Article 17.-

Il est inséré dans le même arrêté un article 14ter rédigé comme suit :

.../...

"Article 14ter.- Lorsqu'un concours de recrutement ne comprend que des épreuves orales, qu'elles soient théoriques ou pratiques, ou ne comprend que des épreuves pratiques et que le secrétaire permanent estime que les candidats inscrits sont trop nombreux, il peut ajouter au programme du concours une épreuve préalable dont il fixe la matière. Cette épreuve préalable est éliminatoire.

Lorsqu'en vertu de l'article 25, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, il est procédé à un appel public, propre à l'épreuve, cet appel indique le nombre de candidats au delà duquel il pourra être fait application de l'alinéa précédent".

Article 12 du projet (devenant l'article 18).

Le dernier alinéa de l'article 16 nouveau serait mieux rédigé comme suit :

"Les lauréats qui ne sont pas encore porteurs du diplôme ou du certificat d'études exigé ne peuvent toutefois faire valoir, en vue d'une nomination, le bénéfice de leur classement parmi les lauréats qu'à partir du jour où ils auront produit devant le secrétaire permanent au recrutement ce diplôme ou certificat d'études".

Article 13 du projet (devenant l'article 19).

Sans observation.

.../...

Article 14 du projet (devenant l'article 20).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 20.-

L'article 18, § 2, alinéa 1er du même arrêté est complété de la façon suivante :

"... sauf si ce concours donne accès au niveau 1. Dans ce dernier cas, ils n'en conservent le bénéfice que pendant deux ans à compter de la même date".

Article 15 du projet (devenant les articles 21 à 24).

Observations relatives aux articles 19 à 21 nouveaux de l'arrêté royal du 17 septembre 1969.

Le projet se présente comme ayant pour objet d'instituer une procédure nouvelle de recrutement par examen, distincte de la procédure de recrutement actuellement en vigueur, qui est celle du recrutement par concours.

Il apparaît cependant qu'en qualifiant certaines épreuves d'"examens de recrutement", le projet introduit une confusion. En effet, lorsque leur nombre dépasse celui des emplois vacants, les lauréats de ces "examens" sont classés selon le résultat qu'ils ont obtenu. Il en

.../...

résulte donc que ces examens sont en réalité des concours et ne sont pas de simples épreuves d' aptitude qui laisseraient au Ministre le pouvoir de choisir le candidat qu'il nomme parmi ceux qui ont réussi l'épreuve.

Le projet ne déroge à la règle qui prévoit le classement des lauréats que si le nombre de ceux-ci est inférieur à celui des emplois vacants, mais cette dérogation à l'obligation de classer les lauréats dans cette hypothèse, n'a pas d'effet différent de celui d'un concours, lorsque la prise de rang des agents dans l'administration est déterminée par la date de leur entée en service et non par le résultat qu'ils ont obtenu à l'épreuve d'admission.

Il résulte des considérations qui précèdent que l'examen de recrutement se déroulant en plusieurs sessions que le projet prévoit, est, en réalité, un concours. Il ne peut même pas être considéré comme un concours organisé en plusieurs sessions, puisque les lauréats les moins bien classés d'une session sont nommés avant ceux qui obtiendront un meilleur résultat à la session suivante. On doit donc considérér que l'"examen de recrutement" prévu par le projet est constitué par une série de concours. Il n'y a, dès lors, aucune distinction fondamentale entre "l'examen de recrutement" prévu par les articles 19 à 21 nouveaux de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 et la série de concours de recrutement prévue par l'article 14bis nouveau du même arrêté.

.../...

Les seules différences qui existent entre la procédure de recrutement prévue par l'article 14bis et celle qui est prévue par les articles 19 à 21 sont les suivantes :

1° dans la procédure prévue à l'article 14bis, le candidat doit choisir, lors de son inscription, le concours auquel il participera, tandis que dans la procédure prévue aux articles 19 à 21 les candidats sont convoqués à chaque session;

2° l'article 21 prévoit l'atablissement d'un procès-verbal après chaque session et, en outre, l'établissement d'un procès-verbal final qui reprend les noms des lauréats des diverses sessions qui n'ont pas été appelés en service, ce que ne prévoit pas l'article 14bis.

La différence relatée au 1° ci-dessus peut présenter une certaine importance pour les candidats. Par contre, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de l'établissement d'un procès-verbal qui récapitulerait les résultats des diverses sessions, étant donné que chaque session fait l'objet d'un procès-verbal et que les lauréats qui n'ont pu être nommés font partie d'une réserve de recrutement. Un texte réglementaire n'est pas nécessaire pour que le Secrétaire permanent au recrutement établisse la liste des lauréats qui se trouvent dans les réserves de recrutement des diverses épreuves successives, en les classant dans l'ordre chronologique des épreuves auxquelles ils ont réussi.

.../...

Le Conseil d'Etat propose donc de ne pas recourir à la notion d'examen pour qualifier des épreuves qui sont, en réalité, des concours et d'omettre, en conséquence, les articles 19 à 21 nouveaux que le projet propose d'insérer dans l'arrêté royal du 17 septembre 1969, en reprenant, toutefois, à l'article 14bis de cet arrêté, la règle qui est énoncée à l'article 20, alinéa 1er nouveau.

Il est donc proposé de remplacer le deuxième alinéa de l'article 14bis par les dispositions suivantes :

"Les candidats ne peuvent participer qu'à un seul concours de la série.

Le Secrétaire permanent au recrutement décide si les candidats devront choisir ce concours lors de leur inscription ou si, sous réserve de l'alinéa 1er, il convoquera les candidats à chaque concours".

Observations relatives à la présentation de l'article 15 du projet.

En tenant compte de l'observation qui précède et de la proposition qui sera faite ci-dessous d'omettre l'article 23 nouveau, la présentation suivante est -sous réserve des observations particulières qui seront faites ci-après- proposée pour l'article 15 du projet (devenant les articles 21 à 24).

.../...

Article 21.

Les articles suivants sont insérés dans le Titre II du même arrêté :

Article 19 : (article 22 nouveau selon le projet);

Article 20 : (article 24 nouveau selon le projet);

Article 21 : (article 25 nouveau selon le projet);

Article 22 : (article 26 nouveau selon le projet).

Article 22.

Les articles 19 à 24 formant l'actuel Titre III du même arrêté, deviennent sous le même titre, les articles 23 à 28.

Article 23.

L'article 25 du même arrêté est abrogé.

Article 24.

Les articles 26 à 30 du même arrêté deviennent les articles 29 à 33 et forment le Titre IV.

.../...

Observations relatives aux articles 22 à 26 nouveaux de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 (devenant les articles 19 à 22 nouveaux).

Les dispositions nouvelles que le projet entend introduire ont pour objet de régler la procédure selon laquelle le Secrétaire permanent pourra organiser un recrutement réservé aux personnes qui ont préalablement introduit une demande d'emploi.

Comme l'observation en a été faite dans l'avis L. 12.013, à propos de l'article 26 nouveau du statut, il est inexact de se référer à la notion de "fiche" ou de "fichier" comme mode particulier de recrutement. Ici il suffit de rappeler le principe d'un recrutement réservé aux candidats qui se sont préalablement inscrits.

Article 22 nouveau de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 (devenant l'article 19 nouveau).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 19.-

Toute demande écrite d'emploi, qu'elle soit introduite spontanément ou qu'elle réponde à un appel public général ou à un appel public propre à l'épreuve, adressée au Secrétaire permanent au recrutement fait l'objet d'une inscription portant mention du jour où la lettre de candidature lui a été envoyée (1).

.../...

(1) Voir l'observation A formulée dans l'avis L. 12.013, à propos de l'article 22 nouveau du statut.

Cette rédaction omet le troisième alinéa du projet qui constitue une précision dépourvue de portée juridique.

*

Le Conseil d'Etat observe que le projet ne prévoit pas dans quelles conditions et dans quel délai la fiche d'un candidat pourra être supprimée.

Article 23 nouveau de l'arrêté royal du 17 septembre 1969.

Cet article peut être omis. Il s'agit d'une mesure d'ordre intérieur qui ne doit pas nécessairement figurer dans un règlement.

Article 24 nouveau de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 (devenant l'article 20 nouveau).

Le procédé de "recrutement sur la base du fichier" est décrit dans cet article comme un mode exceptionnel nécessitant une décision particulière du Secrétaire permanent. Le projet considère donc que normalement -sauf décision en sens contraire du Secrétaire permanent- le recrutement est précédé d'un appel particulier au public. C'est exactement

.../...

la conception opposée qu'adopte le nouvel article 22 du statut tel qu'il résulte du projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat (articles 24 et 25 du texte proposé) (L. 12.013/2). En effet, le système de cet article est de permettre aux candidats d'envoyer à tout moment leur candidature au Secrétaire permanent, d'obliger celui-ci à faire au moins une fois par an un appel général public et de prévoir enfin que tout recrutement peut être précédé d'un appel au public propre à l'épreuve. Si l'on se réfère à cet article du statut, il apparaît que, lorsqu'il n'aura pas été fait usage de la faculté de lancer un appel propre à l'épreuve, la seule façon de trouver des candidats sera de consulter le fichier. C'est donc à tort que le premier alinéa de l'article 24 prévoit une décision du Secrétaire permanent, il suffira d'une abstention de celui-ci.

Le troisième alinéa paraît inutile et peut être omis. Compte tenu des observations qui précèdent, la rédaction suivante est proposée :

"Article 20.-

Lorsqu'il n'est pas procédé à un appel public propre à l'épreuve, le recrutement est réservé aux candidats inscrits conformément à l'article 19.

.../...

Dans ce cas, le Secrétaire permanent au recrutement établit la liste des candidats qui, à la date où il décide le recrutement, sont inscrits et satisfont aux conditions d'âge et de diplôme requises pour le grade à conférer".

Article 25 nouveau de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 (devenant l'article 21 nouveau).

La vérification des conditions d'admissibilité qui est prévue au premier alinéa ne doit pas nécessairement porter sur les aptitudes physiques puisque celles-ci, selon le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics (L. 12.016/2), peuvent être vérifiées après l'entrée en service.

Le nombre des candidats étant égal ou inférieur au nombre des emplois vacants, l'épreuve qui est prévue au deuxième alinéa devrait être qualifiée d'"examen" plutôt que de concours. En effet, le but de l'épreuve n'est pas d'opérer une sélection mais de vérifier si les candidats ont les aptitudes requises.

Il convient de fixer le point de départ du délai mentionné au deuxième alinéa. Il est proposé de prendre comme point de départ du délai, la date de la

.../...

décision de recrutement visée à l'article 24, alinéa 2 (devenant l'article 20, alinéa 2). Il n'est, en effet, pas possible de faire courir le délai à partir de l'entrée en service en qualité d'agent temporaire, car les agents n'entreront pas tous en service le même jour.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 21.-

Lorsque le nombre des candidats inscrits est égal ou inférieur à l'enjeu et si le Ministre pour lequel le recrutement est organisé lui en fait la demande, le Secrétaire permanent met ces candidats à la disposition du Ministre en qualité d'agents temporaires. Il vérifie, au préalable, si les candidats satisfont aux conditions générales et particulières fixées pour l'admission aux emplois qui sont à conférer, sous réserve toutefois de la possibilité d'admettre les candidats en service avant la vérification de leur aptitude physique.

Le Secrétaire permanent organise, dans les trois mois à partir de la date visée à l'article 20, alinéa 2, un examen de recrutement auquel seuls sont admis les candidats figurant sur la liste visée au même alinéa, qu'ils soient ou non entrés en fonction en qualité d'agent temporaire.

Les articles 15 à 18 sont applicables à cet examen.

.../...

En attendant d'être éventuellement admis au stage, les intéressés sont soumis, selon le cas, au statut des agents temporaires ou au statut du personnel ouvrier temporaire".

Article 26 nouveau de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 (devenant l'article 22 nouveau).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 22.-

Lorsque le nombre des candidats inscrits excède l'enjeu, le Secrétaire permanent leur demande s'ils acceptent d'occuper un des emplois pour lesquels le recrutement est organisé.

Si le nombre de ceux qui acceptent cet emploi est supérieur à l'enjeu, le Secrétaire permanent organise un concours réservé à ces candidats.

Si, par contre, le nombre des candidats qui acceptent cet emploi est égal ou inférieur à l'enjeu, il y a lieu à application de l'article 21".

.../...

Article 16 du projet.

Cet article peut être omis. La modification que le Gouvernement propose tendait uniquement à faire apparaître l' existence d'un nouveau mode de recrutement qualifié "recrutement sur la base d'un fichier".

Les observations formulées à propos des articles 24 et 25 nouveaux de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 ont montré que ce mode particulier ne permet de recruter sans concours ou examen que des agents temporaires.

Article 17 du projet.

Compte tenu des propositions faites par le Conseil d'Etat à propos des articles 2, 3 et 7 nouveaux de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, cet article pourrait être supprimé.

Article 18 du projet.

Cet article devrait être supprimé si l'on adopte les propositions faites pour les articles 9 et 10 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969.

.../...

Article 19 du projet (devenant l'article 27).

Compte tenu de la rédaction proposée pour les articles 2, 6 et 23 du projet, le premier alinéa devrait être omis. Le second alinéa devrait être placé après les articles 20 et 21 du projet, devenant les articles 25 et 26.

Article 20 du projet (devenant l'article 25).

La rédaction proposée pour l'article 1er de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 a inséré dans cet article la règle selon laquelle la composition de la commission sera déterminée par le Roi.

La rédaction suivante est, dès lors, proposée :

"L'arrêté royal déterminant la composition de la commission de concertation relative aux examens et concours prévu à l'article 1er de l'arrêté royal précité du 17 septembre 1969 tel qu'il est modifié par le présent arrêté, sera pris dans les trois mois qui suivront la date de l'entrée en vigueur de celui-ci".

Article 21 du projet (devenant les articles 26 et 28).

Il est proposé de scinder cet article en deux articles entre lesquels serait inséré le texte de l'article 19, alinéa 2, du projet.

.../...

La rédaction suivante est proposée pour ces articles :

"Article 26.-

Par dérogation à l'article 18, § 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, tel qu'il est modifié par le présent arrêté, les candidats au niveau 1 qui ont réussi un concours de recrutement organisé ou en cours à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, conservent le bénéfice de leur réussite ... (la suite comme à l'article 21 du projet).

Article 27 (article 19, alinéa 2, du projet).

Article 28.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ...".

Il va de soi que l'arrêté en projet ne peut avoir d'effet rétroactif.

Article 22 du projet (devenant l'article 29).

Pas d'observation.

AANHEF.

Om de redenen die uiteengezet zijn in het advies over het ontwerp L. 12.013 (voorafgaande opmerking B) stelt de Raad van State voor, in de aanhef van het onderhavige ontwerp de volgende consideransen op te nemen :

"Overwegende dat het vergelijkend examen tot nog toe de enige, door het statuut bepaalde techniek is voor het werven van Rijkspersoneel; dat, al moet het vergelijkend examen de algemeen toegepaste techniek blijven, dient te worden toegestaan dat, om de organisatie van de examens te vereenvoudigen en de indiensttreding van het personeel te bespoedigen, in sommige gevallen met een gewoon examen wordt gewerkt;

Overwegende dat het wenselijk is de voor wervingsexamens geldende regels te versoepelen en verschillende aanpassingstechnieken te bepalen, waarbij aan de Vaste Wervingssecretaris de zorg wordt overgelaten die techniek te kiezen welke best beantwoordt aan de behoeften;

Overwegende dat het met het oog op een rationeler organisatie en een inkorting van de duur van de wervingsprocedures nuttig is, een doorlopende lijst van sollicitaties te doen aanleggen;

Overwegende dat, bij schaarste aan gegadigden, tot de examens dienen te worden toegelaten de scholieren en studenten uit het laatste van de leer- of studiejaren die leiden tot het vereiste diploma of studiegetuigschrift; dat die gegadigden, opdat de wervingsprocedures niet worden gehinderd, zich op hun rangschikking onder de geslaagden

.../...

echter eerst zullen kunnen beroepen vanaf de dag dat zij hun diploma of studiegetuigschrift hebben overgelegd;

Overwegende dat, om de taak van de Vaste Wervingssecretaris te verlichten en de gegadigden nodeloze kosten te besparen, voor de meeste toelaatbaarheidsvereisten dient te worden voorgeschreven dat ze eerst na afloop van het examen en alleen ten aanzien van de geslaagden hoeven te worden gecontroleerd ".

*

Artikel 1 van het ontwerp.

De nieuwe tekst voor artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 stelt een zogenaamde "overlegcommissie" in. Die benaming geeft in het geheel niet aan wat de bevoegdheid van die commissie is. De huidige benaming "selectiecommissie" geeft aan dat die commissie zich bezighoudt met de examens voor de werving en de bevordering van het personeel. Wenst de Regering de nadruk te leggen op het element "overleg" - en dat zal eerst blijken uit de, nog niet geregelde samenstelling van de commissie - dan kan men ze "Overlegcommissie voor de examens en vergelijkende examens" noemen.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 late men liefst in het eerste hoofdstuk. Wil men doen uitkomen dat de bevoegdheid van de commissie niet beperkt is tot de examenprogramma's, dan kan het opschrift van het eerste hoofdstuk luiden : "Overlegcommissie voor de examens en de vergelijkende examens. Vaststelling van de programma's".

.../...

Het zinnetje "die voorstellen geven aanleiding tot overleg" in het derde lid van het nieuwe artikel 1 vraagt om verduidelijking.

Bij gebrek aan gegevens omtrent de draagwijdte van het woord "overleg", is het niet duidelijk waarin die commissie, wat haar werkwijze betreft, verschilt van andere adviescommissies waarin de leden over en weer beraadslagen.

De tekst zegt niet hoe de commissie is samengesteld en ook niet hoe zij werkt.

Het is, nu de samenstelling van de commissie nog niet is bepaald, niet duidelijk welke maatstaf is gehanteerd om voor te schrijven dat de commissie bijeen dient te komen als ten minste drie van haar leden erom verzoeken.

Het laatste lid van het nieuwe artikel 1 moet dus vervallen. De zaak kan geregeld worden in het koninklijk besluit dat de samenstelling en de werkwijze van de commissie bepaalt.

De regel van artikel 20 van het ontwerp, volgens welke de samenstelling van de commissie bepaald wordt door de Koning, zou trouwens in het koninklijk besluit van 17 september 1969 zelf moeten staan.

Onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen, geeft de Raad van State de volgende teksten in overweging :

.../...

"Artikel 1.-

Het opschrift van het eerste hoofdstuk van titel I van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel wordt vervangen door het volgende : "Overlegcommissie voor de examens en vergelijkende examens. Vaststelling van de programma's."

Artikel 2.-

Artikel 1 van voornoemd koninklijk besluit van 17 september wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1. Er wordt onder het voorzitterschap van de Vaste Wervingssecretaris of diens gemachtigde een overlegcommissie voor de examens en vergelijkende examens ingesteld. De samenstelling en werkwijze van die commissie worden door Ons bepaald.

De Vaste Wervingssecretaris brengt de commissie op de hoogte van de wijze waarop de wervingen en de loopbaanexamens verlopen. Hij verstrekt haar bovendien de nadere inlichtingen die zij hem vraagt in verband hetzij met de wervingen, hetzij met de organisatie van de vergelijkende examens en de examens.

Ieder lid kan aan de commissie voorstellen doen betreffende de organisatie van de vergelijkende examens en de examens. Over die voorstellen heeft overleg plaats onder de leden van de commissie, die daarover een gemotiveerd advies uitbrengt".

.../...

Nieuw artikel 3, voorgesteld door de Raad van State.

Voorgesteld wordt, het bepaalde in artikel 17, tweede lid, van het ontwerp te verwerken tot een nieuw artikel, als volgt :

"Artikel 3.-

In het opschrift van hoofdstuk II van titel I van hetzelfde besluit worden de woorden "de vergelijkende wervingsexamens" vervangen door de woorden "de vergelijkende wervingsexamens en de wervingsexamens".

Artikel 2 van het ontwerp (dat artikel 4 wordt).

Het ontwerp belast de Vaste Wervingssecretaris met de vaststelling van het programma van de gewone en de vergelijkende examens. Het draagt hem daarmee een verordenende bevoegdheid op. Kan worden aangenomen dat de Koning aan de minister de bevoegdheid delegeert om regels vast te stellen ter aanvulling van die welke Hij zelf bepaalt, het gaat niet aan dat zulk een delegatie aan een ambtenaar wordt verleend, behoudens wanneer het gaat om een verordeningsbevoegdheid in verband met detailmaatregelen in een beperkte materie.

De Raad van State is van oordeel dat het niet overeen te brengen is met de regels van ons publiek recht, de Vaste Wervingssecretaris de bevoegdheid op te dragen om het programma van alle, gewone en vergelijkende examens te bepalen. Hij stelt dan ook de hiernavolgende tekst voor, die het algemene niveau van het programma van de gewone en vergelijkende examens aangeeft en de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, opdracht geeft die programma's te bepalen na het advies van de Vaste Wervingssecretaris te hebben ingewonnen.

.../...

Opgemerkt zij bovendien dat, mocht de Regering aan de Vaste Wervingssecretaris de bevoegdheid opdragen om voor alle vergelijkende en gewone examens het programma te bepalen, de besluiten die de Vaste Wervingssecretaris zou nemen niet zouden kunnen worden aangemerkt als beperkte bepalingen, die met toepassing van een vooraf bepaald statuut vastgesteld en als zodanig van het advies van de syndicale raden van advies vrijgesteld zouden zijn (arrest LAURENS, nr. 4004, 18 januari 1955). Zulke besluiten zouden wegens hun algemeen karakter moeten worden onderworpen aan syndicale raadpleging die voorgeschreven is in artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955. Het bestaan van de overlegcommissie waarin het ontwerp voorziet, doet immers niets af aan de verplichting het advies van de syndicale raad van advies in te winnen.

De hierna voorgestelde tekst houdt met die opmerkingen rekening :

"Artikel 4.-

Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het programma van de vergelijkende wervingsexamens en van de wervingsexamens, van de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en van de examens voor verhoging in graad wordt vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, op advies van de Vaste Wervingssecretaris. Die programma's moeten het mogelijk maken, na te gaan of de opleiding van de gegadigden

.../...

overeenkomt met het peil van de te verlenen graad, rekening houdend met het ambt dat de beklederS van die graad uitoefenen. Het peil van het examen of van het vergelijkend examen dat toegang verleent tot een bepaalde graad, wordt bepaald door de opleiding die blijkt uit de diploma's of getuigschriften, indien voor de werving in die graad zulke bewijsstukken worden geëist.

Voor een zelfde graad kunnen het programma van het vergelijkend wervingsexamen of het wervingsexamen en dat van het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau verschillend zijn.

Artikel 3 van het ontwerp (dat artikel 5 wordt).

De nieuwe tekst die het ontwerp in de plaats wil stellen van artikel 3 van het koninklijk besluit van 17 september 1969, brengt in het huidige artikel van het statuut van het Rijkspersoneel een bijkomende wijziging aan. Gelet op hetgeen is opgemerkt in het advies L. 12.013/2 over het ontwerp-koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel (opmerkingen bij artikel 4), wordt voorgesteld, de bepaling die artikel 3 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 zou vervangen, uit het ontwerp te schrappen.

*

Bij het tweede lid van het nieuwe artikel 4 is het volgende op te merken. Het is niet denkbaar dat het proces-verbaal van de verrichtingen betreffende een gewoon of een vergelijkend examen voor akkoordbevinding aan de

.../...

Vaste Wervingssecretaris wordt voorgelegd als deze niet persoonlijk aan die verrichtingen heeft deelgenomen. Een proces-verbaal dat een relaas geeft van de door een college verrichte handelingen kan alleen aan de leden van dat college ter akkoordbevinding of ter goedkeuring worden onderworpen. Wel kan men zich voorstellen dat de Vaste Wervingssecretaris, die moet toezien op de regelmatigheid van de gewone en vergelijkende examens, gelast wordt de processen-verbaal van die examens na te kijken vooraleer ze worden toegezonden aan de tot benoemen bevoegde overheid, met name om er zich van te vergewissen dat die examens regelmatig zijn verlopen.

Met inachtneming van die opmerking geeft de Raad van State voor het nieuwe artikel 4 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 de volgende lezing in overweging :

"Artikel 4.-

De Vaste Wervingssecretaris of de ambtenaar aan wie hij zijn bevoegdheid opdraagt :

1° wijst de leden van de examencommissie aan;

2° beslist of er voor een bepaald examen een aparte openbare oproep wordt gedaan krachtens artikel 25, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, ... (verder zoals in het ontwerp);

3° bepaalt datum en ... (verder zoals in het ontwerp);

4° stelt de lijst van de gegadigden ... (verder zoals in het ontwerp);

5° maakt het proces-verbaal op ... (verder zoals in het ontwerp).

.../...

Indien de Vaste Wervingssecretaris zijn bevoegdheid terzake heeft gedelegeerd, is voor de aanwijzing van de leden van de examencommissie zijn akkoord vereist. In dat geval wordt het proces-verbaal door de Vaste Wervingssecretaris geviseerd voor verificatie van de regelmatigheid van het vergelijkend examen of het examen".

Nieuwe door de Raad van State voorgestelde artikelen.

Voorgesteld wordt drie nieuwe artikelen in te voegen, onderscheidenlijk met het bepaalde in de artikelen 19 en 17 van het ontwerp :

"Artikel 6.-

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 7.-

In het opschrift van hoofdstuk III van titel I van hetzelfde besluit worden de woorden "de vergelijkende wervingsexamens" vervangen door "de vergelijkende wervingsexamens en de wervingsexamens".

Artikel 8.-

In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden "de vergelijkende wervingsexamens en" vervangen door "de vergelijkende wervingsexamens en de wervingsexamens, en de ...".

Artikel 4 van het ontwerp.

Het tweede lid van het nieuwe artikel 8 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 brengt een bijkomende wijziging aan in artikel 42, § 2, van het statuut, zoals het

.../...

er zal uitzien na het ontworpen koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel (L. 12.013/2). Rekening gehouden met hetgeen in het advies L. 12.013/2 over dat ontwerp is opgemerkt bij artikel 10, wordt in overweging gegeven artikel 4 uit het onderhavige ontwerp te schrappen.

Artikel 5 van het ontwerp (dat artikel 9 wordt).

Voorgesteld wordt, artikel 5 met de artikelen 17 en 18 van het ontwerp te verwerken tot één artikel, als volgt :

"Artikel 9.-

In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "vergelijkende wervingsexamens" worden vervangen door "vergelijkende wervingsexamens en wervingsexamens";

2° onder 2° a) en 3° a) wordt het woord "ambtenaar" vervangen door "ambtenaar van niveau 1";

3° een tweede lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

(tekst van het ontwerp mits de woorden "een gewoon examen" wordt vervangen door "een vergelijkend examen of een examen)".

.../...

Nieuw artikel, voorgesteld door de Raad van State.

Voorgesteld wordt, in het ontwerp een nieuw artikel op te nemen waarin het bepaalde in artikel 18 van het ontwerp zou staan, met de volgende lezing :

"Artikel 10.-

In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt het woord "ambtenaren" vervangen door "ambtenaren van niveau I".

Artikel 6 van het ontwerp (dat artikel 11 wordt).

Geen opmerkingen.

Artikel 7 van het ontwerp (dat artikel 12 wordt).

Geen opmerkingen.

Artikel 8 van het ontwerp (dat artikel 13 wordt).

Met de bepaling dat de verschillende verrichtingen waartoe de examens aanleiding geven, worden verdeeld onder de leden van de commissie en dat "elke aldus samengestelde afdeling" enkel geldig kan beraadslagen indien naast de voorzitter ten minste de helft van de bijzitters die de afdeling uitmaken aanwezig is, wil de Regering, naar aan de Raad van State is verklaard, bereiken dat de gegadigden

.../...

voor ieder examengedeelte definitief worden beoordeeld door een afdeling van de examencommissie. Deze laatste zou dan nog alleen moeten worden bijeengeroepen als de voorzitter daartoe besluit. Het zou ook in de bedoeling liggen dat die afdelingen eventueel samengesteld kunnen zijn uit de voorzitter en één bijzitter of althans dat ze geldig kunnen beraadslagen als de voorzitter en één bijzitter aanwezig zijn.

Als de Regering het zo bedoelt, zouden de ontworpen maatregelen - die in de tekst overigens zouden moeten worden verduidelijkt - tot gevolg hebben dat de in artikel 7 tot 12 bedoelde examencommissies, behoudens wanneer de voorzitter tot bijeenroeping besluit, zuiver formele instellingen zijn. De uitslag van de examens en de rangschikking van de gegadigden zouden immers wiskundig worden bepaald door de uitslagen van de deelexamens.

In zulk een systeem zou de examencommissie als instituut grondig veranderen. Ze zou immers één van haar voornaamste bevoegdheden verliezen : de bevoegdheid om, nadat de kandidaten de verschillende examengedeelten hebben afgelegd,tijdens een beraadslaging als plenum de verdiensten van de gegadigden synthetisch te beoordelen met het oog op de rangschikking.

Aangezien de voorzitter niet noodzakelijk bij machte is te oordelen over al de materies die de door hem voorgezeten commissies behandelen, zou de bepaling dat een deel van de examencommissies geldig kan beraadslagen en sommige gegadigden definitief kan weren in aanwezigheid van de voorzitter en één bijzitter, onbestaanbaar zijn met het begrip "examencommissie" zelf, dat een collegiale beoordeling van de gegadigden onderstelt. Hierbij zij nog opgemerkt,

.../...

dat het collegialiteitsbeginsel een van de elementen is die bij vergelijkende examens onpartijdigheid waarborgen en de instelling van examencommissies wettigen.

De volgende tekst houdt met die opmerkingen rekening :

"Artikel 13bis.-

De voorzitter van de examencommissie verdeelt de verschillende examenverrichtingen onder de leden van de commissie volgens hun bijzondere bevoegdheid.

Betreft het een voorexamen, dan wijst hij daarvoor ten minste twee leden van de examencommissie aan. Op dat examengedeelte volgt een beraadslaging. Deze is slechts geldig als de voorzitter en ten minste twee bijzitters daarop aanwezig zijn.

De examencommissie komt in voltallige vergadering bijeen om over het geheel van de examengedeelten te beraadslagen. Geldig beraadslagen kan zij slechts als de voorzitter en ten minste de helft van de leden aanwezig zijn".

Artikel 9 van het ontwerp (dat artikel 14 wordt).

Rekening houdend met hetgeen hierna zal worden opgemerkt, stelt de Raad van State voor titel II van het koninklijk besluit van 17 september 1969 niet in hoofdstukken in te delen. Hij geeft de volgende lezing in overweging :

.../...

"Artikel 14.-

Het opschrift van titel II van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende : "Titel II. Wervingstechnieken".

Artikel 10 van het ontwerp (dat artikel 15 wordt).

Geen opmerkingen.

Artikel 11 van het ontwerp (dat de artikelen 16 en 17 wordt).

Voorgesteld wordt, die bepaling in twee artikelen te splitsen die in het koninklijk besluit van 17 september 1969 onderscheidenlijk een artikel 14bis en een artikel 14ter zouden invoegen.

De volgende tekst wordt daartoe in overweging gegeven :

"Artikel 16.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 14bis ingevoegd, als volgt :

"Artikel 14bis.- (het eerste lid zoals in het ontwerp; voor het tweede lid wordt verderop een voorstel gedaan)".

Indien ingevolge artikel 25, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 voor het examen een aparte openbare oproep wordt gedaan, worden daarin vermeld het aantal vergelijkende examens en de tijd gedurende welke ze plaatshebben.

.../...

Artikel 17.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 14ter ingevoegd, als volgt :

"Artikel 14ter.- Wanneer een vergelijkend wervingsexamen slechts mondelinge gedeelten, onverschillig of het theoretische of praktische gedeelten zijn, of slechts praktische gedeelten omvat en de Vaste Wervingssecretaris oordeelt dat te veel gegadigden zijn ingeschreven, kan hij aan het programma van het vergelijkend examen een voorexamen toevoegen waarvan hij de stof bepaalt. Bij dat voorexamen wordt geëlimineerd .

Wanneer ingevolge artikel 25, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 een aparte openbare oproep wordt gedaan, wordt daarin het getal van de gegadigden aangegeven waarboven het bepaalde in het voorgaande lid kan worden toegepast".

Artikel 12 van het ontwerp (dat artikel 18 wordt).

Een betere lezing voor het laatste lid van het nieuwe artikel 16 zou zijn :

"De geslaagden die het vereiste diploma of studiegetuigschrift nog niet bezitten kunnen zich, met het oog op een benoeming, op hun rangschikking onder de geslaagden eerst beroepen vanaf de dag waarop zij dat diploma of studiegetuigschrift aan de Vaste Wervingssecretaris hebben voorgelegd".

.../...

Artikel 13 van het ontwerp (dat artikel 19 wordt).

Geen opmerkingen.

Artikel 14 van het ontwerp (dat artikel 20 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 20.-

Artikel 18, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"... behoudens wanneer dat vergelijkend examen toegang verleent tot niveau 1. In dat geval behouden zij het voordeel daarvan slechts gedurende twee jaar, te rekenen vanaf dezelfde datum".

Artikel 15 van het ontwerp (dat de artikelen 21 tot 24 wordt).

Opmerkingen bij de nieuwe artikelen 19 tot 21 van het koninklijk besluit van 17 september 1969.

Het ontwerp heet tot doel te hebben de invoering van een nieuwe wervingsprocedure, werving bij gewoon examen, die verschilt van de thans vigerende, werving bij vergelijkend examen.

Waar het ontwerp sommige examens "wervingsexamen" noemt, lijkt het echter verwarring te stichten. Wanneer er meer geslaagden dan vacatures zijn geschiedt de rangschikking voor die "examens" immers volgens de behaalde uitslag. Dit brengt mee, dat die examens in werkelijkheid

.../...

toch weer "vergelijkende examens" zijn en niet gewoon bekwaamheidsexamens waarbij de minister de bevoegdheid wordt gelaten om uit de geslaagde gegadigden degene te kiezen die hij gaat benoemen.

Van de regel dat de geslaagden worden gerangschikt, wijkt het ontwerp slechts af voor het geval dat er minder geslaagden dan vacatures zijn. Zulk een afwijking van de verplichte rangschikking van de geslaagden verschilt in die onderstelling naar haar uitwerking niet van een vergelijkend examen wanneer de ranginneming van de ambtenaren bij het bestuur bepaald wordt door de datum van hun indiensttreding en niet door hun uitslag op het toelatingsexamen.

Uit dat alles blijkt, dat het in verschillende, door het ontwerp bepaalde zittijden verlopende wervingsexamen eigenlijk een vergelijkend examen is. Het kan zelfs niet worden gezien als een in verschillende zittijden georganiseerd vergelijkend examen, want de geslaagden op een bepaalde zittijd die het minst goed zijn gerangschikt, worden benoemd vóór degenen die op de volgende zittijd een betere uitslag hebben behaald. Het door het ontwerp bedoelde "wervingsexamen" moet dus geacht worden uit een reeks vergelijkende examens te bestaan. Een fundamenteel onderscheid tussen het "wervingsexamen" als bedoeld in de nieuwe artikelen 19 tot 21 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 en de reeks van vergelijkende examens bedoeld in het nieuwe artikel 14bis van hetzelfde besluit is er dus niet.

.../...

De wervingsprocedure van artikel 14bis en die van de artikelen 19 tot 21 verschillen alleen hierin :

1° in de procedure van artikel 14bis moet de gegadigde bij zijn inschrijving het vergelijkend examen kiezen waaraan hij deel zal nemen; in de procedure van de artikelen 19 tot 21 worden de gegadigden voor iedere zittijd opgeroepen;

2° artikel 21 schrijft een na iedere zittijd op te maken proces-verbaal voor, en ook nog een eindproces-verbaal met opgave van de niet in dienst geroepen geslaagden van de verschillende zittijden; in artikel 14bis is dat niet bepaald.

Het verschil onder 1° kan voor de gegadigden wel enig belang opleveren. Het is de Raad van State daarentegen niet duidelijk wat het nut kan zijn van een proces-verbaal dat de uitslagen van de verschillende zittijden verzamelt. Van iedere zittijd wordt immers een proces-verbaal opgemaakt en de geslaagden die niet konden worden benoemd, vallen in een wervingsreserve. Opdat de Vaste Wervingssecretaris van de geslaagden die in de wervingsreserves van de opeenvolgende examens zitten, een lijst kan opmaken met chronologische opgave van de examens waarvoor zij zijn geslaagd, is geen verordeningstekst nodig.

De Raad van State stelt dan ook voor, ter aanduiding van examens die in werkelijkheid vergelijkende examens zijn, niet met het begrip "examen" te werken en de nieuwe artikelen 19 tot 21 die het ontwerp in het koninklijk besluit van 17 september 1969 wil invoegen derhalve weg te laten, met dien verstande dat de regel van het nieuwe artikel 20, eerste lid, wordt opgenomen in artikel 14bis van dat besluit.

.../...

Voorgesteld wordt dus het tweede lid van artikel 14bis door de volgende bepalingen te vervangen :

"De gegadigden mogen slechts aan één vergelijkend examen van de reeks deelnemen.

De Vaste Wervingssecretaris beslist of de gegadigden dat vergelijkend examen moeten kiezen bij hun inschrijving dan wel of hij hen, behoudens het eerste lid, voor ieder vergelijkend examen zal oproepen".

Opmerkingen betreffende de inrichting van artikel 15 van het ontwerp.

Gelet op hetgeen hiervoren is opgemerkt en op de nog voor te stellen schrapping van het nieuwe artikel 23, wordt voor artikel 15 van het ontwerp (dat de artikelen 21 tot 24 wordt) - behoudens de hierna te maken bijzondere opmerkingen - het volgende schema in overweging gegeven :

Artikel 21.

In Titel II van hetzelfde besluit worden de volgende artikelen ingevoegd :

.../...

Artikel 19 : (het nieuwe artikel 22 volgens het ontwerp);

Artikel 20 : (het nieuwe artikel 24 volgens het ontwerp);

Artikel 21 : (het nieuwe artikel 25 volgens het ontwerp);

Artikel 22 : (het nieuwe artikel 26 volgens het ontwerp).

Artikel 22.

De artikelen 19 tot 24, die de huidige Titel III van hetzelfde besluit vormen, worden onder dezelfde titel de artikelen 23 tot 28.

Artikel 23.

Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 24.

De artikelen 26 tot 30 van hetzelfde besluit worden de artikelen 29 tot 33 en vormen Titel IV.

.../...

Opmerkingen betreffende de nieuwe artikelen 22 tot 26 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 (die de nieuwe artikelen 19 tot 22 worden).

De nieuwe bepalingen die het ontwerp in meergenoemd besluit wenst in te voegen, hebben tot doel de procedure te bepalen volgens welke de Vaste Wervingssecretaris een werving kan uitschrijven uitsluitend voor degenen die reeds een plaatsaanvraag hebben ingediend.

Zoals in het advies L. 12.013 bij het nieuwe artikel 26 van het statuut is opgemerkt, is het verkeerd ter aanduiding van een bijzondere wervingstechniek met het begrip "steekkaart" en "kaartstelsel" te werken. Hier is het voldoende te herinneren aan het beginsel van een werving, bestemd voor de gegadigden die zich vooraf hebben opgegeven.

Nieuw artikel 22 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 (dat het nieuwe artikel 19 wordt).

De volgende lezing wordt in overweging gegeven :

"Artikel 19.-

Iedere aan de Vaste Wervingssecretaris gerichte plaatsaanvraag, onverschillig of zij uit eigen beweging dan wel ingevolge een algemene of ingevolge een apart voor een bepaald examen gedane openbare oproep is ingediend, wordt ingeschreven met vermelding van de dag waarop de sollicitatiebrief is ingezonden (1).

.../...

(1) Zie de opmerking A bij het nieuwe artikel 22 van het statuut gemaakt in het advies L. 12.013.

Weggelaten in die tekst is het derde lid, dat een bijzonderheid zonder enige juridische draagwijdte vermeldt.

*

De Raad van State merkt op, dat het ontwerp niet bepaalt onder welke voorwaarden en binnen welke termijn de kaart van een kandidaat kan worden weggemaakt.

Nieuw artikel 23 van het koninklijk besluit van 17 september 1969.

Dat artikel kan vervallen. Het betreft een interne maatregel die niet noodzakelijk in een verordening hoeft te staan.

Nieuw artikel 24 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 (dat het nieuwe artikel 20 wordt).

Het procédé "werving op basis van een kaartstelsel" wordt in dit artikel beschreven als een uitzondering waarvoor een bijzondere beslissing van de Vaste Wervingssecretaris nodig is. Het ontwerp ziet het dus zo dat - tenzij de Vaste Wervingssecretaris er anders over beslist - aan de werving normaal een bijzondere openbare oproep voorafgaat. Net het tegenovergestelde doet artikel 22 van het statuut, zoals het er zal uitzien na het ontworpen koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit

.../...

van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel (de artikelen 24 en 25 van de voorgestelde tekst) (L. 12.013). In het systeem van dat artikel mogen de gegadigden hun sollicitatie te allen tijde bij de Vaste Wervingssecretaris inzenden, is deze verplicht ten minste eenmaal per jaar een algemene openbare oproep te doen en kan aan iedere werving een apart voor het examen gedane openbare oproep voorafgaan. Uit dat artikel van het statuut ziet men dat, als geen gebruik is gemaakt van de mogelijkheid om een aparte oproep te doen, de enige manier om aan kandidaten te geraken een beroep op het kaartstelsel zal zijn. Verkeerdelijk dus is in het eerste lid van artikel 24 bepaalt dat er een beslissing van de Vaste Wervingssecretaris moet zijn : het is voldoende dat deze stil blijft zitten.

Het derde lid blijkt geen nut te hebben en kan vervallen. Met inachtneming van die opmerkingen wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"Artikel 20.-

Wanneer geen aparte openbare oproep wordt gedaan, is de werving uitsluitend bestemd voor de gegadigden die ingeschreven zijn overeenkomstig artikel 19.

In dat geval maakt de Vaste Wervingssecretaris de lijst op van de gegadigden die, op de datum waarop hij tot werving besluit, ingeschreven zijn en voldoen aan de voor de te verlenen graad gestelde eisen inzake leeftijd en diploma".

.../...

Nieuw artikel 25 van het koninklijk besluit van van 17 september 1969 (dat het nieuwe artikel 21 wordt).

De in het eerste lid bedoelde controle inzake de toelaatbaarheidsvereisten hoeft niet noodzakelijk te slaan op de lichamelijke geschiktheid, want deze kan volgens het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen (L. 12.016/2) gecontroleerd worden na de indiensttreding.

Aangezien er evenveel of minder gegadigden zijn als vacatures, noeme men het in het tweede lid bedoelde examen geen "vergelijkend examen" maar een "examen". Het beoogt immers geen selectie maar dient alleen om na te gaan of de gegadigde de vereiste bekwaamheid bezit.

Aangegeven moet worden wanneer de in het tweede lid gestelde termijn ingaat. Voorgesteld wordt, daarvoor de datum van de wervingsbeslissing, bedoeld in artikel 24, tweede lid (dat artikel 20, tweede lid wordt) te kiezen. Men kan de termijn immers onmogelijk bij de tijdelijke indiensttreding doen ingaan, want de personeelsleden treden niet alle op dezelfde dag in dienst.

De volgende lezing wordt in overweging gegeven :

"Artikel 21.-

Wanneer het getal van de ingeschreven gegadigden gelijk is aan of groter dan de inzet en de minister ten behoeve van wie de werving wordt uitgeschreven erom verzoekt, stelt de Vaste Wervingssecretaris die gegadigden

.../...

te zijner beschikking als tijdelijk personeelslid. Hij gaat vooraf na, of de gegadigden voldoen aan de algemene en bijzondere vereisten die voor de toelating tot de te verlenen betrekkingen zijn bepaald, behoudens evenwel de mogelijkheid om hen in dienst te laten treden voordat hun lichamelijke geschiktheid is gecontroleerd.

De Vaste Wervingssecretaris organiseert binnen drie maanden na de in artikel 20, tweede lid, bedoelde datum een wervingsexamen, waartoe alleen worden toegelaten de gegadigden die voorkomen op de in hetzelfde lid bedoelde lijst, onverschillig of zij al dan niet in dienst getreden zijn als tijdelijk personeelslid.

De artikelen 15 tot 18 zijn van overeenkomstige toepassing op dat examen.

In afwachting dat zij eventueel tot de stage worden toegelaten, zijn de belanghebbenden naar gelang van het geval onderworpen aan het statuut van het tijdelijk personeel of aan het statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel".

Nieuw artikel 26 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 (dat het nieuwe artikel 22 wordt).

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Artikel 22.-

Wanneer het getal van de gegadigden hoger ligt dan de inzet, vraagt de Vaste Wervingssecretaris hun of zij bereid zijn een van de betrekkingen waarvoor de werving wordt uitgeschreven, te bekleden.

.../...

Wanneer het getal van hen die de betrekking aannemen hoger ligt dan de inzet, schrijft de Vaste Wervingssecretaris een vergelijkend examen uit, waaraan alleen die gegadigden kunnen deelnemen.

Is het getal van hen die de betrekking aannemen gelijk aan of kleiner dan de inzet, dan wordt artikel 21 toegepast".

Artikel 16 van het ontwerp.

Dat artikel kan vervallen. De voorgenomen wijziging diende immers alleen om aan te tonen dat er een nieuwe wervingstechniek bestaat, "werving op basis van een kaartstelsel" genoemd.

Uit hetgeen is opgemerkt bij de nieuwe artikelen 24 en 25 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 is gebleken dat met die bijzondere wervingstechniek alleen tijdelijk personeel zonder vergelijkend examen of zonder examen in dienst kan worden genomen.

Artikel 17 van het ontwerp.

Gelet op hetgeen de Raad van State heeft voorgesteld in verband met de nieuwe artikelen 2, 3 en 7 van het koninklijk besluit van 17 september 1969, kan artikel 17 vervallen.

.../...

Artikel 18 van het ontwerp.

Worden de tekstvoorstellen voor de artikelen 9 en 10 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 aangenomen, dan moet dit artikel worden geschrapt.

Artikel 19 van het ontwerp (dat artikel 27 wordt).

Het eerste lid kan vervallen, gelet op de tekst die voor de artikelen 2, 6 en 23 van het ontwerp is voorgesteld. Het tweede lid zou na de artikelen 20 en 21 van het ontwerp (die de artikelen 25 en 26 worden) moeten komen.

Artikel 20 van het ontwerp (dat artikel 25 wordt).

In de tekst die voor artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 wordt voorgesteld, is de bepaling, dat de samenstelling van de commissie door de Koning wordt bepaald, opgenomen.

De volgende redactie wordt derhalve in overweging gegeven :

"Het koninklijk besluit dat de samenstelling bepaalt van de overlegcommissie voor de vergelijkende examens en de examens, ingesteld door artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 zoals het door dit besluit wordt gewijzigd, wordt vastgesteld binnen drie maanden na de datum van de inwerkingtreding van dit besluit".

.../...

Artikel 21 van het ontwerp (dat de artikelen 26 en 28 wordt).

Voorgesteld wordt, dat artikel in twee artikelen te splitsen met daartussen de tekst van artikel 19, tweede lid, van het ontwerp.

Voor die artikelen wordt de volgende redactie aanbevolen :

"Artikel 26.-

In afwijking van artikel 18, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 17 september 1969, zoals het door dit besluit wordt gewijzigd, behouden de gegadigden die geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen dat uitgeschreven of aan de gang is op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, het voordeel van hun goede uitslag ... (verder zoals in artikel 21 van het ontwerp).

Artikel 27 (artikel 19, tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 28.-

Dit besluit treedt in werking de ...".

Het ontwerp-besluit mag vanzelfsprekend geen terugwerking krijgen.

Artikel 22 van het ontwerp (dat artikel 29 wordt).

Geen opmerkingen.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. G. VAN BUNNEN.